

HOLY SEE PRESS OFFICE  
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE



BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIEGE  
PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLS

# BOLLETTINO

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0166

Venerdì 30.03.2007

Pubblicazione: Immediata

Sommario:

- ◆ QUARTA PREDICA DI QUARESIMA
- ◆ LE UDIENZE
- ◆ LE LETTERE CREDENZIALI DELL'AMBASCIATORE DI UCRAINA PRESSO LA SANTA SEDE
- ◆ MESSAGGIO DEL SANTO PADRE AI PARTECIPANTI AL IX FORUM INTERNAZIONALE DEI GIOVANI (ROCCA DI PAPA, 28-31 MARZO 2007)
- ◆ INTERVENTO DELLA SANTA SEDE PRESSO L'UFFICIO DELLE NAZIONI UNITE A GINEVRA SULLA LIBERTÀ RELIGIOSA
- ◆ INTERVENTO DELLA SANTA SEDE PRESSO L'UFFICIO DELLE NAZIONI UNITE A GINEVRA SUI DIRITTI DEL FANCIULLO

## ◆ QUARTA PREDICA DI QUARESIMA

QUARTA PREDICA DI QUARESIMA

Alle ore 9.00 di questa mattina, nella Cappella *Redemptoris Mater*, alla presenza del Santo Padre Benedetto XVI, il Predicatore della Casa Pontificia, P. Raniero Cantalamessa, O.F.M. Cap., ha tenuto la quarta e ultima Predica di Quaresima.

Tema delle meditazioni quaresimali è stato il seguente: "Beati i puri di cuore perché vedranno Dio" - *Le Beatitudini evangeliche*.

[00452-01.01]

## LE UDIENZE

Il Santo Padre ha ricevuto questa mattina in Udienza:

S.E. la Signora Tetiana Izhevskaja, Ambasciatore di Ucraina presso la Santa Sede, in occasione della presentazione delle Lettere Credenziali;

Ecc.mi Presuli della Conferenza Episcopale Italiana (Regione Sicilia), in Visita "ad Limina Apostolorum":

S.E. Mons. Giuseppe Costanzo, Arcivescovo di Siracusa;

S.E. Mons. Vincenzo Manzella, Vescovo di Caltagirone;

S.E. Mons. Francesco Micciché, Vescovo di Trapani;

S.E. Mons. Francesco Sgalambro, Vescovo di Cefalù;

S.E. Mons. Ignazio Zambito, Vescovo di Patti;

S.E. Mons. Domenico Mogavero, Vescovo di Mazara del Vallo con l'Amministratore Diocesano: Mons. Mariano Crociata.

Il Papa riceve questo pomeriggio in Udienza:

Em.mo Card. William Joseph Levada, Prefetto della Congregazione per la Dottrina della Fede.

[00453-01.01]

## LE LETTERE CREDENZIALI DELL'AMBASCIATORE DI UCRAINA PRESSO LA SANTA SEDE

Alle ore 11 di questa mattina, il Santo Padre Benedetto XVI ha ricevuto in Udienza S.E. la Signora Tetiana Izhevskaja, Ambasciatore di Ucraina presso la Santa Sede, in occasione della presentazione delle Lettere Credenziali.

Pubblichiamo di seguito il discorso che il Santo Padre ha rivolto al nuovo ambasciatore, nonché i cenni biografici essenziali di S.E. la Signora Tetiana Izhevskaja:

### **• DISCORSO DEL SANTO PADRE**

Madame l'Ambassadeur,

J'accueille avec plaisir Votre Excellence, à l'occasion de la présentation des Lettres qui L'accréditent comme Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Ukraine près le Saint-Siège.

Je vous remercie des aimables paroles que vous m'avez adressées, ainsi que des salutations que vous m'avez transmises de la part de Son Excellence Monsieur Victor Iouchtchenko, Président de la République. Je vous

saurais gré de bien vouloir lui exprimer en retour les souhaits cordiaux que je forme pour sa personne, ainsi que mes remerciements pour son invitation chaleureuse à visiter votre beau pays, me souvenant de la visite pastorale accomplie par mon prédécesseur le Pape Jean-Paul II en 2001. Par votre intermédiaire, je suis heureux d'adresser également au peuple ukrainien mes vœux les meilleurs de bonheur et de prospérité.

Quinze ans ont passé depuis que le Saint-Siège et votre pays ont établi des relations diplomatiques et le chemin parcouru est important. L'Ukraine, qui a toujours eu une vocation de porte entre l'Orient et l'Occident en raison de sa situation géographique aux confins orientaux du continent européen, a entrepris et intensifié, au cours de ces années, une politique d'ouverture et de collaboration avec les autres pays du continent. Le Saint-Siège apprécie cette perspective qui contribue à redonner à l'Europe sa véritable dimension, en assurant les conditions d'un échange fructueux entre pays de l'Ouest et de l'Est, entre les deux poumons culturels qui ont forgé l'histoire de l'Europe et qui ont marqué notamment son histoire chrétienne. Je suis sûr que la nation ukrainienne, profondément imprégnée par l'Évangile dans sa vie, dans sa culture et dans ses institutions, depuis son baptême plus que millénaire à Kiev, aura à cœur d'apporter aux autres nations le dynamisme de son identité, tout en en préservant les caractéristiques originales. Il importe en effet, dans notre monde de plus en plus contraint par les urgences de la mondialisation, de favoriser un dialogue exigeant et approfondi entre les cultures comme entre les religions, non pour les niveler toutes dans un syncrétisme appauvrissant mais pour leur permettre de se développer dans un respect réciproque et de travailler, chacune selon son charisme propre, au bien commun. Cette perspective permettra assurément de réduire les sources toujours possibles de tension et d'affrontement entre les groupes ou entre les nations, et elle garantira ainsi à tous les conditions d'une paix et d'un développement durables.

Je me réjouis à cet égard du bon climat des relations entre les Autorités publiques et les Églises et Communautés ecclésiales qui vivent en Ukraine. Les croyants jouissent dans votre pays de la liberté religieuse, qui est une dimension essentielle de la liberté de l'homme et donc une expression majeure de sa dignité. Selon une juste distinction des responsabilités propres à la sphère religieuse et à la sphère civile, l'État reconnaît en effet les différents cultes et les diverses confessions religieuses, et il leur assure un droit égal devant la loi, permettant ainsi à chacun de trouver sa place dans la société ukrainienne et d'y jouer son rôle spécifique, pour le bien de la Nation tout entière.

L'une des vocations propres à l'Église catholique s'exprime dans l'importance qu'elle a toujours accordée à l'éducation des jeunes, notamment à travers l'apostolat des nombreux instituts religieux qui, au cours de l'histoire, se sont consacrés à cette œuvre. Il s'agit pour l'Église de permettre aux jeunes de recevoir une formation solide et intégrale, fondée sur les principes de l'éthique chrétienne et donc de la dignité fondamentale de l'être humain, créé à l'image de Dieu. Ils pourront ainsi trouver un chemin d'épanouissement personnel, moral et spirituel, et ils seront davantage en mesure d'assumer demain leur mission dans la société, en ayant le souci permanent de promouvoir le respect de la dignité humaine à travers ses différentes expressions, dans les domaines de la politique, de l'économie et de la bioéthique. L'Église catholique souhaite participer activement à cette grande mission éducative, en mettant son expérience au service de tous, en relation avec les autres confessions chrétiennes, comme le montre déjà la collaboration entreprise et menée à bien dans le cadre du *Conseil pan-ukrainien des Églises et des Organisations religieuses*, afin d'élaborer ensemble un programme concernant l'enseignement de l'éthique chrétienne dans les écoles publiques.

Je tiens également à exprimer ma satisfaction pour le droit accordé récemment par le Ministère de l'Éducation à l'Université catholique d'Ukraine de décerner le Baccalauréat et la Licence en théologie. Il s'agit à l'évidence d'un événement important pour la vie de l'Église en Ukraine puisque, par cette décision, les Autorités ukrainiennes reconnaissent à la théologie le statut de discipline universitaire.

Permettez-moi encore, Madame l'Ambassadeur, de saluer par votre entremise la communauté catholique qui vit en Ukraine. Elle appartient aux deux rites byzantin et latin et elle porte en son sein le souci du dialogue permanent entre les deux traditions orientale et occidentale, qui appartiennent à la vie de l'Église catholique et qui ont façonné l'histoire du continent européen ainsi que de votre pays. Je remercie particulièrement Monsieur le Président de la République pour son attention cordiale à l'égard des Évêques de la Conférence épiscopale d'Ukraine des Latins qui l'ont rencontré récemment, et je suis sûr de l'engagement de tous les catholiques d'Ukraine au service du bien commun du pays. Je sais qu'ils souhaitent témoigner quotidiennement de

l'Évangile à travers la solidarité avec les petits, la volonté de construire la paix et le désir de consolider toujours davantage les valeurs de la famille établie sur l'institution du mariage. Je connais également leur désir d'avancer sur le chemin de l'unité avec leurs frères orthodoxes, ainsi qu'avec leurs frères des autres confessions chrétiennes. Je les encourage donc à se montrer toujours disponibles pour consolider le dialogue œcuménique, si nécessaire pour surmonter les difficultés et pour parvenir à l'unité tant attendue, afin de donner au monde un témoignage plus vrai de la Bonne Nouvelle.

Au moment où Votre Excellence inaugure officiellement ses fonctions, je forme les souhaits les meilleurs pour l'heureux accomplissement de sa mission. Soyez sûre, Madame l'Ambassadeur, de toujours trouver auprès des différents services du Saint-Siège une attention et une compréhension cordiales. Sur vous-même, sur votre famille, sur vos collaborateurs de l'Ambassade et sur les Autorités et le peuple ukrainiens, j'invoque de grand cœur l'abondance des Bénédiction divines.

**S.E. la Signora Tetiana Izhevskaja,  
Ambasciatore di Ucraina presso la Santa Sede**

È nata a Chernigiv il 19 novembre 1956.

È sposata ed ha una figlia.

Laureata in Filologia storica presso l'Università statale di Kiev (Facoltà di Filologia romano-germanica, 1978), è stata Docente presso l'Accademia delle Scienze d'Ucraina (1978-1981) e l'Università Linguistica di Kiev (1982-1989).

Ha ricoperto quindi i seguenti incarichi: Direttore della Scuola di lingue per il Corpo Diplomatico presso il Ministero degli Affari Esteri (1990-1993); Coordinatore della Missione Permanente presso le Nazioni Unite a Ginevra (1993-1996); Capo Ufficio e, in seguito, Capo Dipartimento presso il Ministero degli Esteri (1997-2001); Ambasciatore con incarichi speciali presso il Ministero degli Esteri (2001-2002); Direttore generale di Dipartimento presso il Ministero degli Esteri e, contemporaneamente, Vice-Presidente della Commissione governativa presso l'UNESCO e Rappresentante d'Ucraina presso il Comitato per le pari opportunità del Consiglio d'Europa (2003-2007).

Oltre l'ucraino, parla l'inglese ed il francese.

[00454-03.01] [Texte original: Français]

**MESSAGGIO DEL SANTO PADRE AI PARTECIPANTI AL IX FORUM INTERNAZIONALE DEI GIOVANI  
(ROCCA DI PAPA, 28-31 MARZO 2007)**

Pubblichiamo di seguito il Messaggio che il Santo Padre Benedetto XVI ha inviato al Presidente del Pontificio Consiglio per i Laici, S.E. Mons. Stanisław Ryłko, ed ai partecipanti al IX Forum internazionale dei Giovani sul tema: "*Testimoni di Cristo nel mondo del lavoro*" in corso di svolgimento a Rocca di Papa:

**• MESSAGGIO DEL SANTO PADRE**

All'Arcivescovo  
Mons. STANISŁAW RYŁKO  
Presidente del Pontificio Consiglio per i Laici

Sono particolarmente lieto di inviare il mio cordiale saluto a Lei, Venerato Fratello, al Segretario, ai Collaboratori del Pontificio Consiglio per i Laici e a quanti prendono parte al IX Forum internazionale dei giovani sul tema "*Testimoni di Cristo nel mondo del lavoro*", che si tiene in questa settimana a Rocca di Papa. Con particolare affetto mi rivolgo ai giovani delegati delle Conferenze Episcopali e di vari Movimenti, Associazioni e Comunità internazionali, provenienti dai cinque Continenti ed impegnati in settori molto diversi. Estendo il mio deferente pensiero agli autorevoli relatori, che hanno accettato di recare all'incontro il contributo della loro competenza e della loro esperienza.

Il tema è quanto mai attuale e tiene conto delle trasformazioni intervenute negli ultimi anni nel campo dell'economia, della tecnologia e della comunicazione, che hanno modificato radicalmente la fisionomia e le condizioni del mercato del lavoro. I progressi compiuti, se da una parte hanno suscitato nuove speranze nei giovani, dall'altra hanno spesso creato in loro forme preoccupanti di emarginazione e di sfruttamento, con crescenti situazioni di disagio personale. A causa del rilevante divario tra gli ambiti formativi e il mondo del lavoro, sono aumentate le difficoltà di reperire un'occupazione lavorativa che risponda alle attitudini personali e agli studi compiuti, con in più l'aggravio dell'incertezza circa la possibilità di poter poi mantenere nel tempo un pur modesto impiego. Il processo di globalizzazione in atto nel mondo ha recato con sé un'esigenza di mobilità che obbliga numerosi giovani a emigrare e a vivere lontano dal Paese d'origine e dalla propria famiglia. E questo ingenera in tanti un inquietante senso di insicurezza, con indubbe ripercussioni sulla capacità non solo di immaginare e di mettere in atto un progetto per il futuro, ma persino di impegnarsi concretamente nel matrimonio e nella formazione di una famiglia. Si tratta di problematiche complesse e delicate che devono essere opportunamente affrontate, guardando alla realtà di oggi e facendo riferimento alla Dottrina sociale, della quale è offerta un'adeguata presentazione nel *Catechismo della Chiesa Cattolica* e soprattutto nel *Compendio della Dottrina sociale della Chiesa*.

Costante è stata, in effetti, in questi anni l'attenzione della Chiesa verso la questione sociale, ed in particolare verso il lavoro. Basti ricordare l'Enciclica *Laborem exercens*, pubblicata poco più di venticinque anni fa, il 14 settembre 1981, dall'amato mio predecessore Giovanni Paolo II. Essa ribadisce e attualizza le grandi intuizioni sviluppate dai Sommi Pontefici Leone XIII e Pio XI nelle Encicliche *Rerum novarum* (1891) e *Quadragesimo anno* (1931), entrambe scritte all'epoca della industrializzazione dell'Europa. In un contesto di liberalismo economico condizionato dalle pressioni del mercato, dalla concorrenza e dalla competitività, questi documenti pontifici richiamano con forza la necessità di valorizzare la dimensione umana del lavoro e di tutelare la dignità della persona: in effetti, il riferimento ultimo di ogni attività umana non può che essere l'uomo, creato a immagine e somiglianza di Dio. Un'approfondita analisi della situazione, infatti, conduce a constatare che il lavoro rientra nel progetto di Dio sull'uomo e che esso è partecipazione alla sua opera creatrice e redentrice. E, pertanto, ogni attività umana dovrebbe essere occasione e luogo di crescita degli individui e della società, sviluppo dei "talenti" personali da valorizzare e porre al servizio ordinato del bene comune, in spirito di giustizia e di solidarietà. Per i credenti, poi, la finalità ultima del lavoro è la costruzione del Regno di Dio.

Mentre invito a far tesoro del dialogo e della riflessione di questi giorni, auspico che quest'importante assemblea giovanile costituisca per i partecipanti una fruttuosa occasione di crescita spirituale ed ecclesiale, grazie alla condivisione delle testimonianze e delle esperienze, alla preghiera comune e alle liturgie celebrate insieme. Oggi, più che mai, è necessario e urgente proclamare "il Vangelo del lavoro", vivere da cristiani nel mondo del lavoro e diventare apostoli fra i lavoratori. Ma per compiere questa missione occorre restare uniti a Cristo con la preghiera e un'intensa vita sacramentale, valorizzando a tale scopo in maniera speciale la Domenica, che è Giorno dedicato al Signore. Mentre incoraggio i giovani a non perdersi d'animo dinanzi alle difficoltà, do loro appuntamento per domenica prossima, in Piazza san Pietro, ove si svolgerà la solenne celebrazione della Domenica delle Palme e della XXII Giornata Mondiale della Gioventù, ultima tappa di preparazione alla Giornata Mondiale della Gioventù, che si terrà il prossimo anno a Sidney, in Australia.

Quest'anno il tema di riflessione è: "*Come io vi ho amato, così amatevi anche voi gli uni gli altri*" (Gv 13,34). Ripeto in questa circostanza quanto ho scritto ai giovani cristiani del mondo intero nel mio Messaggio per la Giornata Mondiale della Gioventù, che si ravvivi cioè nei giovani "la fiducia nell'amore vero, fedele e forte; un amore che genera pace e gioia; un amore che lega le persone, facendole sentire libere nel reciproco rispetto" e capaci di sviluppare appieno le proprie potenzialità. Non conta soltanto diventare più «competitivi» e «produttivi», occorre essere «testimoni della carità». Soltanto così, infatti, con il sostegno anche delle rispettive

parrocchie, movimenti e comunità, in cui è possibile fare esperienza della grandezza e della vitalità della Chiesa, i giovani di oggi saranno in grado di vivere il lavoro come una vocazione e una vera missione. A tal fine assicuro il mio orante ricordo e, invocando la celeste protezione di Maria e di san Giuseppe, Patrono dei lavoratori, di cuore invio a Lei, Venerato Fratello, a quanti partecipano al Forum internazionale e a tutti i giovani lavoratori cristiani una speciale Benedizione Apostolica

Dal Vaticano, 28 Marzo 2007

BENEDICTUS PP. XVI

[00457-01.01] [Testo originale: Italiano]

### **INTERVENTO DELLA SANTA SEDE PRESSO L'UFFICIO DELLE NAZIONI UNITE A GINEVRA SULLA LIBERTÀ RELIGIOSA**

Riportiamo di seguito l'intervento che S.E. Mons. Silvano M. Tomasi, Nunzio Apostolico e Osservatore Permanente della Santa Sede presso l'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra, ha pronunciato il 22 marzo scorso sul Rispetto delle religioni e della libertà religiosa, in occasione della quarta Sessione ordinaria del Consiglio dei Diritti dell'Uomo:

#### **• INTERVENTO DI S.E. MONS. SILVANO M. TOMASI**

Mr. President,

1. The notable increase of interest in religion for its impact on the lives of individuals and of societies around the world is a phenomenon that finds -rightly so – an echo also in the Human Rights Council. Abuse of rights of believers, even outright violence against them, State restrictions, undue impositions and persecution, public insult to religious feelings, unfortunately persist and call for remedy. The Delegation of the Holy See appreciates and fully supports the openness of the new Council to uphold a universal vision of human rights protection. A major contribution of the Council is an approach that is inclusive and consistent with existing provisions in human rights instruments and declarations that clearly support, among other rights, freedom of religion, of expression, of conscience, of worship in private and in public, and respect of religious convictions for believers of all faiths and for non-believers alike.

2. The Holy See Delegation observes with preoccupation the emergence of an apparent dilemma between respect due to religions and the right to religious freedom as if they were incompatible and mutually exclusive aspects. On the contrary, they are complementary values that cannot stand one without the other.

The religious dimension of the human person, his attitude before transcendence and the consequent ethical demands, make up a concrete and fundamental manifestation of his or her capacity of free auto-determination. It is a basic reference point of personal and social behaviour. Religions can offer, and in fact do offer, a solid foundation for the defence of the values of personal and social justice, for respect of others and of nature.

3. In the course of history, there have been sad episodes of religious fanaticism with tragic social results. Yet religions are among those social factors that, together with science, have more contributed to the progress of humanity through the promotion of cultural, artistic, social and humanitarian values. Therefore any religion that preaches or condones violence, intolerance and hatred renders itself unworthy of the name. On the other hand, we cannot avoid noticing that besides pseudo-religious fanaticism there is evidence on occasions of a certain antireligious fanaticism that denigrates religion or, generally, the faithful of a religion, by attributing them responsibility of violent actions done today or in the past by some members of that religion. The legitimate criticism of certain forms of behaviour of followers of a religion should not turn into insult or unjust defamation nor

into offensive mockery of its revered persons, practices, rites or symbols. Respect of the rights and dignity of others should mark the limit of any right, even that of the free expression and manifestation of one's opinions, religious ones included.

4. Respect for the human person and his or her dignity implies respect of his freedom in religious matters to profess, practice and publicly manifest one's religion without being mocked, injured, discriminated against. Respect of religion means respect of those who have chosen to follow it and practice it in a free and pacific way, in private and in public, individually or collectively. Offence to a religion, especially when it is that of a minority, brings about some coercion against its followers that will make it more difficult to profess, practice and manifest this religion in public.

5. The subject of religion and the subject of freedom is always the human person, whose dignity is at the origin of fundamental rights. The respect of any religion is based in the end on the respect that is due to all those who, in the exercise of their freedom, follow and practice it. Of course, such respect cannot imply contempt or attacks on the rights of people who do not follow the same religion or follow other convictions. In this way, the issue of respect due to religions should find its explicit foundation in the rights of religious freedom and freedom of expression. Consequently, the promotion of respect for the rights of freedom of religion and freedom of expression should not leave aside the respect of concrete religions, beliefs and opinions in which such rights are realized. One cannot consider the ridicule of the sacred as a right of freedom. In the full respect of the right of expression, mechanisms or instruments need to be developed, coherent with the human rights provisions that would defend the message of religious communities from manipulation and would avoid a disrespectful presentation of their members.

Mr. President,

6. In conclusion, a really democratic state values religious freedom as a fundamental element of the common good, worthy of respect and protection, and creates the conditions that allow its citizens to live and act freely. If the discussion focuses only on religious tolerance and defamation of religion, it limits the range of rights and the contribution that religions offer. In fact, the impression could develop that religion is tolerated on the base of cultural, ethnic, political circumstances, that could change or even turn into forms of coercion, and is not recognized as a fundamental human right inherent in every human person. A comprehensive approach, that sees respect of religion rooted in the freedom that every human person is entitled to enjoy in a balance of rights with others and with society, appears as the reasonable way forward.

Thank you, Mr. President

[00455-02.01] [Original text: English]

#### **INTERVENTO DELLA SANTA SEDE PRESSO L'UFFICIO DELLE NAZIONI UNITE A GINEVRA SUI DIRITTI DEL FANCIULLO**

Pubblichiamo di seguito l'intervento che S.E. Mons. Silvano M. Tomasi, Nunzio Apostolico e Osservatore Permanente della Santa Sede presso l'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra, ha pronunciato il 23 marzo davanti alla quarta Sessione ordinaria del Consiglio dei Diritti dell'Uomo, sui Diritti del Fanciullo e l'obbligo di protezione:

#### **• INTERVENTO DI S.E. MONS. SILVANO M. TOMASI**

Mr. President,

1. The Delegation of the Holy See very much welcomes the attention given to child protection and to children's rights in recent studies and debates. In fact the child should not only be placed high on the political agenda but

right at the centre of concern: the future of society depends on children and on how they are prepared for it, and their vulnerability calls for special protection. A child is neither an instrument nor an object. The United Nations Convention on the Rights of the Child attributes to the child the fundamental rights of a person; it recognizes the child to have the same equality and dignity as any adult person. In its preamble, it affirms that because of its immaturity the child "*needs special safeguards and care, including appropriate legal protection before as well as after birth.*" Respect of children is respect of humanity.

2. In many cases, due to lack of will and of resources, good legal provisions and public policies are not implemented, with grave consequences for children. They often become the first victims of famines and wars. They are crippled by unexploded munitions, deprived of schooling, lack sufficient food, are obliged to sleep and survive on sidewalks in urban centres, sick with AIDS, malaria and tuberculosis without the possibility of medicaments, sold to traffickers, recruited into irregular armies, uprooted by forced displacements, compelled into long hours of debilitating work. These millions of young victims are a vivid symbol of existing inequalities and failing systems. Unfortunately these are not the only contradictions affecting children in our globalized world. To many children the right to life is denied; prenatal selection eliminates both babies suspected to be with disabilities and female children simply because of their sex and thus deny the equal and intrinsic value of disabled persons and of girls for their families and for society. In a variety of ways violence against children goes on, a humiliating violation of their rights as human beings.

3. If respect of the human rights of children measures the health of a society, then the legal recognition of these rights is urgent. The first right of children is that of being born and educated in a welcoming and secure family environment where their physical, psychological and spiritual growth is guaranteed, their potential is developed and where the awareness of personal dignity becomes the base for relating to others and for confronting the future. The target of eliminating violence against children and of providing a constructive and healthy context for their development demands that the State and society concretely support and enable the family to carry out its task. A vital way, in fact, to counteract the vulnerability of children is to strengthen the families in which they are meant to grow, to thrive, and to be formed as responsible and productive citizens in their local communities and in the wider society. Governments must assume their rightful role to protect and promote family life because the family has obvious vital and organic links with society. The creation of conditions leading to peace and economic progress, a continued responsibility of the national and the international communities, will open the way to reducing and eventually eliminating those situations that hurt children in a disproportionate way. My Delegation certainly agrees that all forms of violence against children are unjustifiable, preventable and must be stopped.

4. A coherent effort to eliminate violence against children will therefore reject the exaltation of violence in the public culture of society. Education becomes a critical instrument to instil not just tolerance for coexistence in today's societies experiencing everywhere a greater pluralism, but appreciation and respect of others, openness to dialogue in a concerted search for the common good, and even to love as a more constructive bond for the orderly functioning of society. It would turn into a new form of violence against children if the State were to impose a specific model of moral conscience on children without taking into consideration the moral and religious convictions of parents. Civil society has a major role to play in supporting the family and counteracting all forms of violence against children. On her part, the Catholic Church's over 300,000 social, caring and educational institutions work daily to ensure both a peace-oriented and creative education for children, and the development of their talents, and to provide the reintegration of abused and neglected children into their families, if possible, and into society.

Mr. President,

5. Children are both weakness and hope. To pursue the defence of their rights and the elimination of all forms of violence against them remains an institutional challenge for the international community. Success will be reached if priority is given to the natural role of the family and to the public culture that recognizes that children too are full human persons.

Thank you, Mr. President.



[00456-02.01] [Original text: English]

[B0166-XX.02]

---